



DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES

TARBES

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20210324-BC24032021_03k-AU
Date de télétransmission : 26/03/2021
Date de réception préfecture : 26/03/2021

RÉVISION ALLÉGÉE N°1				
Arrêtée	Examen conjoint	Enquête Publique		Approuvée
23 janvier 2020	10 mars 2020	4 novembre 2020	5 décembre 2020	24 mars 2021

Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Mesures de publicité concernant l'approbation de la révision du P.L.U.
ne portant pas atteinte aux orientations définies dans le plan d'aménagement et
de développement durables (PADD)

Commune de TARBES

Date de la délibération du Bureau Communautaire approuvant la révision : 24/03/2021

Date de réception en Préfecture : 26/03/2021

Date du début de l'affichage en Mairie et au siège de la communauté d'agglomération : 30/03/2021

Date de l'insertion dans un journal d'Annonces Légales : 19/04/2021

Nom du Journal : La Nouvelle République des Pyrénées

A Juillan, le 29/04/2021

Le Président, Gérard TRÉMÈGE



CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

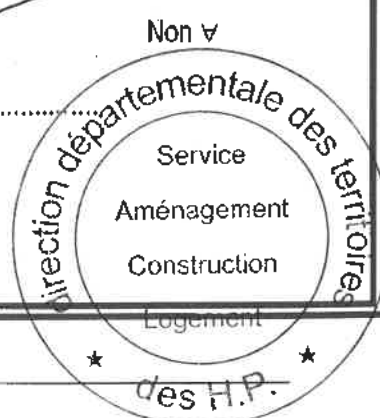
Observations dans le premier mois de la réception en préfecture ☒ Oui ☐ Non

Date de régularisation par rapport à ces observations

Commune en périmètre SCOT : ☒ Oui ☐ Non

Date d'opposabilité... **2.6. AVR. 2021**

Tampon et signature



IMPORTANT

Afin de préciser la date d'opposabilité de la révision du PLU cette fiche est à compléter puis à retourner à :

Direction Départementale des Territoires
SACL/BPT
3 rue Lordat - B.P. 1349
65013 - TARBES CEDEX
ou
ddt-bapt@hautes-pyrenees.gouv.fr

DDT65/SACL/BPT

3.4.fiche-oppo-rev_sans-atteinte-PADD_plu_v2021_03_29.odt

Bureau Communautaire du mercredi 24 mars 2021

Délibération n° 3

**Approbation de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme
de la commune de Tarbes**

Date de la convocation : 12/03/2021

Nombre de conseillers en exercice : 56

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, M. Thierry LAVIT, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, M. Jérôme CRAMPE, M. Jean-Michel SEGNERE, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, Mme Evelyne RICART, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, M. Erick BARROUQUERE-THIEL, M. Philippe BAUBAY, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, Mme Marie-Henriette CABANNE, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Louis CASTERAN, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Pascal CLAVERIE, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, M. Jean-Luc DOBIGNARD, Mme Andrée DOUBRERE, M. Philippe ERNANDEZ, M. Jacques GARROT, M. Jean-Paul GERBET, M. Romain GIRAL, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, Mme Isabelle LOUBRADOU, M. Alain LUQUET, Mme Chantal PAULIEN, Mme Cécile PREVOST, M. Guillaume ROSSIC, M. Paul SADER, Mme Nicole SARRAMEA, Mme Martine SIMON, Mme Maryse VERDOUX, M. Christian ZYTYSKI

Excusés :

M. Emmanuel ALONSO donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Ange MUR donne pouvoir à Mme Yvette LACAZE, M. François RODRIGUEZ donne pouvoir à M. Jean BURON, Mme Lola TOULOUZE donne pouvoir à M. David LARRAZABAL

Absents :

M. Philippe LASTERLE, M. Guy VERGES

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Approbation de la révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4 ;

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L.103-2 à L.103-6 et L.153-31 à L.153-34 ;

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-

Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric ;

Vu la délibération n°5 du Conseil Communautaire du 15 juillet 2020 donnant délégation au Bureau sur les dossiers de procédures de modification de droit commun, modification simplifiée et révision « allégée » des documents d'urbanisme des communes membres, et des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux actuellement en cours d'élaboration ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tarbes, approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 17 février 2014 ;

Vu la délibération n°9 du Bureau Communautaire en date du 14 février 2019 prescrivant la révision allégée du PLU de Tarbes et précisant les modalités de concertation sur le projet ;

Vu la délibération n°5 du Bureau Communautaire en date du 23 janvier 2020 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de révision allégée du PLU de Tarbes ;

Vu le procès-verbal d'examen conjoint des personnes publiques associées en date du 10 mars 2020 ;

Vu l'avis n° MRAe 2020AO47 en date du 16 septembre 2020 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale de la région Occitanie ;

EXPOSE DES MOTIFS :

Par délibération en date du 14 février 2019 le Bureau Communautaire a décidé de prescrire la révision dite « allégée » n°1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tarbes, conformément à l'article L.153-34 du Code de l'urbanisme, et de fixer les modalités de la concertation.

Cette procédure a été prescrite pour la suppression de l'Elément du Paysage à Protéger (EPP n°10) concernant le bâtiment situé au n°6, rue Eugène Ténot, afin de permettre la réalisation des futures archives départementales.

Par délibération en date du 23 janvier 2020, le Bureau Communautaire a arrêté le projet de révision allégée n° 1 du PLU de Tarbes, conformément à l'article L.153-14 du Code de l'Urbanisme, et tiré le bilan de la concertation conformément à l'article L.103-6 du même Code.

Le projet de la révision « allégée » du PLU de Tarbes a fait l'objet d'une évaluation environnementale complémentaire, transmise à la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) d'Occitanie. La MRAe a donné un avis délibéré le 16 septembre 2020. Dans cet avis, elle formule des recommandations en vue de faciliter la lisibilité du rapport de présentation, de compléter le dossier pour justifier du choix opéré pour la localisation du projet, de mettre en œuvre des modalités en vue de garantir l'intégration architecturale du bâtiment et d'identifier les arbres d'ornement et les haies d'intérêt patrimonial comme éléments du paysage à protéger.

Conformément à l'article L.153-4 du code de l'urbanisme, le projet arrêté de la révision « allégée » a fait l'objet d'un examen conjoint des Personnes Publiques Associées le 10 mars 2020. Le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des PPA est annexé à la présente délibération (pièce 1.5).

L'enquête publique a eu lieu du 04 novembre 2020 au 05 décembre 2020 à 12h00 inclus, à la mairie de Tarbes – Bâtiment Pyrène – Service Urbanisme Opérationnel.

Le président de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CATLP) a prescrit par arrêté n° 2020-SAEU-06 du 09 octobre 2020 cette mise à l'enquête publique. L'arrêté du président a été affiché aux emplacements réservés du bâtiment Pyrène et à l'Hôtel de Ville de la commune de Tarbes ainsi qu'au siège de la CATLP à Juillan et au bâtiment de la CATLP situé au 30, avenue St Exupéry à Tarbes.

Un avis précisant l'objet de la révision allégée et les modalités de l'enquête publique, notamment le lieu et les heures de consultation du dossier, a été publié dans les journaux « la Dépêche du Midi » et « la Nouvelle République des Pyrénées » le jeudi 15 octobre 2020. Un deuxième avis est paru dans ces mêmes journaux le jeudi 5 novembre 2020. Cet avis a également été affiché sur les panneaux d'affichage de la commune de Tarbes ainsi qu'au siège de la CATLP à Juillan et au bâtiment de la CATLP avenue St Exupéry à Tarbes. Un affichage a également été fait sur le site du 6, rue Eugène Ténor à Tarbes durant toute la durée de l'enquête publique.

L'avis d'enquête a également été publié, pendant toute la durée de l'enquête, sur les sites internet de la CATLP et de la commune de Tarbes.

Le public a pu, pendant toute la durée de l'enquête, consigner ses observations, propositions et contre-propositions :

- sur le registre papier tenu à disposition du public au bâtiment Pyrène à Tarbes,
- sur le registre papier tenu à disposition du public au bâtiment St Exupéry à Tarbes,
- par courriel à l'adresse revision-allee-plu-tarbes@mail.registre-numerique.fr,
- par courrier postal en mairie de Tarbes à l'attention du commissaire enquêteur

Dans ce cadre, des remarques et observations ont été recueillies par le commissaire enquêteur. Le commissaire enquêteur a remis son procès-verbal de synthèse à la CATLP le 11 décembre 2020. Les observations en retour de la CATLP ont été rendues au commissaire enquêteur le 22/12/2020. Celui-ci a rendu son rapport et ses conclusions et émis **un avis favorable sous réserve que** les arbres à conserver identifiés par le Département fassent l'objet de « prescriptions ponctuelles » et identifiées comme éléments du patrimoine naturel à préserver au titre de l'article L.151-23 du code de l'urbanisme. Ce rapport est annexé à la présente délibération (pièce 1.6).

Les phases de consultation et d'enquête publique ont été respectées et sont arrivées à leur terme.

Le projet de révision allégée a été amendé pour lever la réserve du commissaire enquêteur. Les arbres conservés dans le projet du Département ont été identifiés sur le parcellaire du 6 rue Eugène Ténor comme « **arbre à préserver, maintenir ou remplacer au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme.** »

Le dossier de révision allégée n°1 du PLU de Tarbes est prêt à être approuvé.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : D'approuver la modification apportée au projet de PLU arrêté, mentionnée ci-dessus, suite à l'enquête publique et la réserve du commissaire enquêteur.

Article 2 : D'approuver le dossier de révision allégée n°1 du PLU de Tarbes tel qu'il est annexé à la présente délibération,

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

Article 4 : La présente délibération :

- sera publiée au recueil des actes administratifs de la CATLP

- fera l'objet d'un affichage en mairie de Tarbes et au siège de la CATLP durant un mois
- fera l'objet d'une insertion de la mention de cet affichage en caractère apparents dans un journal diffusé dans le département

Article 5 : la présente délibération sera exécutoire un mois après sa réception par la préfecture, la commune n'étant pas incluse dans le périmètre d'un SCoT approuvé, et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Nature de l'acte : 2.1
N°2020-SAEU-06

ARRÊTÉ

Prescrivant l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique portant sur le projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Tarbes.

LE PRÉSIDENT,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Environnement, et notamment les articles L123-1 et suivants et R123-1 et suivants,
Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L153-19 et suivants, R 153-8 et suivants,
Vu l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et dimensions de l'affichage de l'enquête publique mentionnée à l'article R.123-11 du Code de l'Environnement,
Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre- Adour- Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe- Adour- Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric,
Vu la délibération n° 9 en date du 14 février 2019 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées prescrivant la révision dite allégée du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la Commune de Tarbes et définissant les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de la concertation ;
Vu la délibération n° 5 en date du 23 janvier 2020 du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet de révision allégée Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la Commune de Tarbes,
Vu les différents avis recueillis sur l'élaboration du projet de révision allégée du P.L.U. de la commune de Tarbes,
Vu la décision n°E20000062/64 de désignation du commissaire enquêteur en date du 25/09/2020 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Pau,
Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique, tel qu'en dispose l'article R.123-8 du Code de l'Environnement,

Considérant qu'il convient de soumettre à enquête publique le projet arrêté de la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes,

Après avoir consulté le commissaire enquêteur,

ARRETE :

Article 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de révision allégée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Tarbes pendant une durée de 31 jours 1/2 consécutifs, à compter du mercredi 4 novembre 2020 et jusqu'au samedi 05 décembre 2020 à 12h00.

Article 2 :

Un avis public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié quinze (15) jours au moins avant l'ouverture de celle-ci, et rappelé dans les huit (8) premiers jours de l'enquête, dans deux journaux diffusés à l'échelle du département : la Dépêche Hautes-Pyrénées et la Nouvelle République des Pyrénées.

Cet avis sera également publié au moins quinze (15) jours avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute sa durée :

- Sur le site internet de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées à l'adresse : www.aglo-tlp.fr
- Sur le site internet de la commune de Tarbes : www.tarbes.fr

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier d'enquête publique avant l'ouverture de celle-ci, en ce qui concerne la 1^{ère} insertion, et au cours de l'enquête publique pour la 2^{ème} insertion.

Cet avis sera affiché :

- au siège de l'enquête publique situé à la mairie de Tarbes, bâtiment Pyrène – Service Urbanisme Opérationnel, 29 bis rue Georges Clémenceau, et à l'Hôtel de ville, 15 place Jean Jaurès, aux lieux habituels d'affichage de la commune, ainsi que sur le site du 6, rue Eugène Ténor.
- au bâtiment de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées situé au n°30 avenue Antoine de Saint- Exupéry à Tarbes,
- au siège de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées situé au bâtiment Téléport 1, sur la zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle à Juillan.

L'accomplissement de ces mesures de publicité fera l'objet de certificats d'affichage de Monsieur le Maire de Tarbes et de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées.

Article 3 :

Monsieur Gérard TRÉMÈGE, Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées, est l'autorité compétente pour le suivi de cette procédure de révision allégée du P.L.U de la commune de Tarbes.

Le siège de l'enquête publique est situé à la mairie de Tarbes - Bâtiment Pyrène – Service Urbanisme Opérationnel, 29 bis rue Georges Clemenceau, 65000 Tarbes.

Tout renseignement relatif à cette enquête publique pourra être obtenu auprès de Monsieur Gilles ALARD – responsable du service Aménagement de l'Espace et Urbanisme (bâtiment de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées situé au Téléport I à Juillan).
Tél : 05 62 41 41 80.

Article 4 :

Le dossier soumis à enquête publique comprend :

- Le projet de la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes, arrêté par le conseil communautaire le 23 janvier 2020 (Informations juridiques et administratives, Rapport de présentation complémentaire, Règlement pièces écrites et pièces graphiques) ;
- La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête, ainsi que les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;
- Les avis émis au projet arrêté de la révision allégée du P.L.U de Tarbes par les personnes publiques associées, ainsi que l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale d'Occitanie (MRAe) ;
- Le bilan de la procédure de la concertation préalable définie à l'article L.121-16 du Code de l'Environnement ;
- Une copie des avis publics faisant connaître, dans la presse départementale, l'ouverture de l'enquête publique relative à la révision allégée du P.L.U. de la commune de Tarbes ;
- Les délibérations relatives à la prescription de la révision allégée du P.L.U. de la commune de Tarbes, au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet arrêté de ladite révision allégée ;

Article 5 :

Madame Karine LE CALVAR, désignée le 25 septembre 2020 par Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Pau en tant que commissaire enquêteur pour ladite enquête publique, assurera quatre (4) permanences à la mairie de Tarbes, bâtiment Pyrène – service Urbanisme Opérationnel, 29 bis rue Georges Clémenceau, aux dates et horaires suivants :

- Le Mercredi 4 novembre de 9h 00 à 12h00
- Le Samedi 14 novembre de 9h 00 à 12h00
- Jeudi 26 novembre de 14h 00 à 17h00
- Le Samedi 5 décembre de 9h 00 à 12h00

En cas d'empêchement du commissaire enquêteur, le Président du Tribunal Administratif ordonnera l'interruption de l'enquête, désignera un commissaire enquêteur remplaçant et fixera la date de reprise de l'enquête. Le public sera, le cas échéant, informé de ces décisions.

Article 6 :

L'ensemble du dossier d'enquête publique, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côtés et paraphés par le commissaire enquêteur seront déposés au siège de l'enquête publique, situé à la mairie de Tarbes – bâtiment Pyrène – Service Urbanisme Opérationnel, 29 bis rue Georges Clemenceau, 65000 Tarbes

L'ensemble du dossier d'enquête publique sera également accessible à partir d'un poste informatique mis à disposition du public.

Le dossier d'enquête et le registre d'enquête seront consultables par le public, pendant toute la durée de l'enquête, aux jours et horaires habituels d'ouverture de la mairie de Tarbes au public, soit :

- Les Lundis: de 8h45 à 12h15 et de 13h45 à 17h15
- Les Mardis, Mercredis, Jeudis : de 8h15 à 12h15 et de 13h45 à 17h15
- Les Vendredis : de 8h15 à 12h15 et de 13h45 à 16h15

Le public pourra consigner ses observations et propositions sur ledit registre d'enquête.

Le dossier d'enquête publique pourra également être consulté pendant toute la durée de l'enquête :

- sous format papier et à partir d'un poste informatique mis à la disposition du public au bâtiment de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées situé au 30 avenue Antoine de Saint Exupéry à Tarbes, aux jours et horaires habituels d'ouverture au public soit : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 18h00.
- sur le site internet de la commune de Tarbes : www.tarbes.fr, ainsi que sur le site de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées : www.aglo-tlp.fr
- sur le registre dématérialisé : <https://www.registre-numerique.fr/revision-allee-plu-tarbes>. Ce site sera accessible durant toute la durée de l'enquête, du mercredi 4 novembre 8h00 au samedi 05 décembre 2020 à 12h00.

Article 7 :

Le public pourra également transmettre ses observations à l'adresse courriel suivante :

revision-allee-plu-tarbes@mail.registre-numerique.fr

Cette adresse courriel sera effective du mercredi 4 novembre 8h00 au samedi 05 décembre 2020 minuit.

ou les envoyer par écrit avec accusé de réception ou reçu à l'attention de :

Madame le Commissaire-Enquêteur
(projet arrêté de révision allégée du P.L.U. de Tarbes)
Mairie de Tarbes – Bâtiment Pyrène – Service Urbanisme Opérationnel
29 bis rue Georges Clémenceau – BP 31329
65013 TARBES CEDEX 9

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20201009-
ARRETE20_SAEU06-AU
Date de télétransmission : 13/10/2020
Date de réception préfecture : 13/10/2020

Article 8 :

Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication :

- du dossier d'enquête publique dès publication du présent arrêté,
- des observations faites par le public au cours de l'enquête,
- du rapport et des conclusions rendus par le commissaire enquêteur,

et ce, dans les conditions prévues par la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 modifiée.

Cette demande doit être adressée à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées, et envoyée à l'adresse suivante :

Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées – Zone Tertiaire Pyrène Aéro
Pôle - Téléport 1 - CS 51331 – 65013 TARBES CEDEX 9

Article 9:

A l'expiration du délai de l'enquête publique prévu à l'article 1^{er} du présent arrêté, le registre est clos et signé par le commissaire enquêteur.

Le commissaire enquêteur rencontrera, dans un délai de huit jours après clôture de l'enquête publique, le Président de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées et lui communiquera un procès- verbal de synthèse des observations émises.

Le Président de la Communauté d'Agglomération disposera d'un délai de quinze jours pour formuler ses remarques sur ce document.

Le commissaire enquêteur disposera ensuite d'un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête publique pour remettre au Président de la Communauté d'Agglomération le dossier avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au Président du Tribunal Administratif de Pau.

Le rapport du Commissaire-Enquêteur, conforme aux dispositions des articles L.123-15 et R.123-19 DU Code de l'Environnement, relatera le déroulement de l'enquête publique et examinera les observations, propositions et contre-propositions recueillies.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public un mois après la date de clôture de l'enquête publique, et pour une durée d'un an au siège de la Communauté d'Agglomération, situé à la Zone Tertiaire Pyrène Aéro Pôle – Téléport 1 à Juillan (65290), ainsi qu'à la Mairie de Tarbes. : au bâtiment Pyrène – Service Urbanisme Opérationnel, 29 bis rue Georges Clémenceau, à Tarbes.

Ils seront aussi consultables sur le site internet de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées à l'adresse suivante : www.agglo-tlp.fr

Article 10 :

A l'issue de l'enquête publique :

Le projet de la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes, éventuellement modifié, sera soumis à l'approbation du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes- Lourdes- Pyrénées et, en cas d'approbation, sera exécutoire à l'issue d'un délai d'un mois à compter de sa transmission à Monsieur le Préfet des Hautes- Pyrénées et des mesures de publicité requises ;

Article 11 :

Une ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Département des Hautes- Pyrénées,
- Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Pau,
- Monsieur le Maire de la commune de Tarbes,
- Madame le Commissaire-Enquêteur,
- Madame - Messieurs les Maires des communes limitrophes à la commune de Tarbes

Fait à Juillan, le 09 octobre 2020

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE

Bureau Communautaire du jeudi 23 janvier 2020

Délibération n° 5

Bilan de la concertation et arrêt du projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes

Date de la convocation : 07/01/2020

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUCOUESTE, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, Mme Christiane ARAGNOU, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Jean-Christian PEDEBOY, M. Marc GARROCQ, Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE

Mme Fabienne LAYRE CASSOU donne pouvoir à M. Gérard CLAVE, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Jacques GARROT donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Christian ZYTYNSKI, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Francis TOUYA donne pouvoir à M. Gilles CRASPAY

Absents :

Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Michel AUSINA, M. Francis BORDENAVE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, Mme Myriam MENDES, M. Alain TALBOT, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Bilan de la concertation et arrêt du projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L.5111-4 et L.5216-5,

Vu le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement les articles L101-1 et L101-2, L153-1 et suivants, R153-1 et suivants,

Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 65-2016-08-03-00 du 03 août 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et précisant les compétences exercées, et plus particulièrement les

compétences en matière d'aménagement de l'espace communautaire: schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale,

Vu la délibération n°14 du Conseil Communautaire du 25 septembre 2019 donnant délégation au Bureau pour les dossiers de procédure de révision "allégée" des documents d'urbanisme des communes membres.

Vu la délibération du Bureau Communautaire en date du 14 février 2019 prescrivant la révision allégée du PLU de la commune de Tarbes avec pour objectifs la suppression de l'Elément du Paysage à Préserver (EPP) n°10,

Vu le bilan de la concertation annexé à la présente délibération,

Vu le projet de la révision allégée du PLU de la commune de Tarbes annexé à la présente délibération.

EXPOSE DES MOTIFS :

Considérant que, par délibération en date du 14 février 2019, le Bureau Communautaire a sur la demande du département des Hautes-Pyrénées prescrit la révision "allégée" du PLU de la commune de Tarbes, défini les objectifs poursuivis et fixé les modalités de concertation,

Considérant que les objectifs étaient les suivants:

La suppression de l'EPP n° 10, afin de permettre la réalisation du projet des archives départementales, tout en tenant compte des certaines exigences architecturales fixées par Madame l'Architecte des Bâtiments de France, ceci afin de conserver l'esprit du bâtiment de l'ancienne école normale.

Considérant que conformément aux dispositions des articles L.103-3 à L.103-6 du Code de l'Urbanisme, le Bureau Communautaire a défini les modalités de la concertation publique, à savoir:

- Outre les affichages obligatoires en Mairie de Tarbes et au siège de la Communauté d'Agglomération durant un mois et la publication dans un journal local, affichage de la délibération sur les lieux: 6 rue Eugène TENOT, durant toute la durée de la procédure;
- Publication dans le bulletin municipal de la ville de Tarbes;
- Information sur le site internet de la ville de Tarbes et sur le site internet de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées;
- Registre mis à disposition du public en mairie de Tarbes, au service Urbanisme Opérationnel, 29bis rue Georges Clémenceau, Bâtiment Pyrène, et au bâtiment de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, 30 boulevard St Exupéry, à Tarbes, aux heures habituelles d'ouverture au public, afin de recueillir les observations, avis, idées,...;
- Organisation de deux réunions publiques: à la mairie de Tarbes – Hôtel de Ville, place Jean Jaurès. Le public sera informé du lieu et de la date, ainsi que des horaires, par une annonce de presse publiée dans deux journaux locaux diffusés dans le département, quinze jours avant la date de chaque réunion;
- Pendant toute la durée de la concertation, le public pourra adresser par écrit ses propositions et ses remarques, à Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, sous enveloppe cachetée portant la mention "révision allégée du PLU de la commune de Tarbes. Une adresse e-mail dédiée sera également mise en place pour recueillir les propositions et les remarques du public;

Considérant que, durant l'élaboration du projet de révision "allégée" du PLU de la commune de Tarbes, ces modalités ont permis d'associer les habitants à la définition du projet;

Qu'ainsi la concertation a été concrètement mise en œuvre à travers:

- L'affichage de la délibération en Mairie de Tarbes et au siège de la Communauté d'Agglomération durant un mois.

- La publication de la prescription de la révision allégée du PLU de la commune de Tarbes dans un journal local : la Dépêche du Midi du jeudi 28 février 2019.
- L'affichage de la délibération sur les lieux: 6 rue Eugène TENOT.
- La publication dans la revue municipale "Tarbes le mag" de juin 2019 rubrique "Actualités".
- L'information sur le site internet de la ville de Tarbes, rubrique Urbanisme – Révision du PLU. et sur le site internet de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, rubrique Aménagement, Urbanisme & Habitat – PLU/PLUi.
- La mise à disposition du public de registres de concertation en mairie de Tarbes, au service Urbanisme Opérationnel, 29bis rue Georges Clémenceau, Bâtiment Pyrène, et au bâtiment de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, 30 boulevard St Exupéry.
- L'organisation de deux réunions publiques: à la mairie de Tarbes – Hôtel de Ville, place Jean Jaurès, le mercredi 02 octobre 2019 à 18h00 et le jeudi 25 novembre 2019 à 18h00.
- La mise en place d'une adresse e-mail dédiée: revisionplu.tarbes@agglo-trlp.fr, pour recueillir les propositions et les remarques du public.
- La tenue de deux réunions, à la demande des riverains, le 17 avril 2019 en mairie de Tarbes et le 06 mai 2019 au Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées.

Considérant que le projet de révision allégée du PLU de Tarbes a été présenté en commission Aménagement de l'Espace et Urbanisme le 16 décembre 2019 et que l'ensemble du dossier a été transmis aux membres du bureau communautaire et laissé à leur disposition, sous format papier, au service Aménagement de l'Espace et Urbanisme de la communauté d'agglomération, au siège à Juillan.

Considérant que c'est dans ces circonstances que le Bureau Communautaire de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées est appelé à approuver le bilan de la concertation et à arrêter le projet de révision allégée du PLU de Tarbes, conformément aux articles L.153-14 et suivants du Code de l'Urbanisme.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'approuver le bilan de la concertation afférente au projet de révision allégée du PLU de Tarbes ci-annexé.

Article 2 : d'arrêter le projet de révision allégée du PLU de Tarbes ci-annexé.

Article 3 : de soumettre, pour avis, le projet arrêté aux personnes publiques associées et aux différents organismes, puis à l'enquête publique, conformément aux dispositions des articles L.153-16 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Article 4 : de préciser que la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes:

- affichage réglementaire au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et en mairie de Tarbes.
- Transmission au représentant de l'Etat dans le département,
- Publication au registre des délibérations
- Insertion au recueil des actes administratifs.

Article 5 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

le 1^{er} Vice-Président, a

à la majorité avec 37 voix pour, 1 voix contre et 2 abstentions.

Le Président,


Gérard TRÉMÈGE.

BILAN DE LA CONCERTATION

1 Rappels des modalités de concertation prévues par la délibération de prescription du 14/02/201

- Outre les affichages obligatoires en Mairie de Tarbes et au siège de la communauté d'agglomération durant un mois et la publication dans un journal local, affichage de la délibération sur les lieux : 6 rue Eugène TENOT durant toute la durée de la procédure ;
- Publication dans le bulletin municipal de la Ville de Tarbes ;
- Information sur le site internet de la Ville de Tarbes et sur le site internet de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ;
- Registre mis à disposition du public en mairie de Tarbes, au service Urbanisme Opérationnel 29bis rue Georges Clémenceau, Bâtiment Pyrène, et au bâtiment de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, 30 boulevard St Exupéry, à Tarbes, aux heures habituelles d'ouverture au public, afin de recueillir les observations, avis, idées,... ;
- Organisation de deux réunions publiques : à la mairie de Tarbes- Hôtel de Ville, place Jean Jaurès. Le public sera informé du lieu et de la date dans deux journaux locaux diffusés dans le département, quinze jours avant la date de chaque réunion ;
- Pendant toute la durée de la concertation, le public pourra adresser par écrit ses propositions et ses remarques à Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, sous enveloppe cachetée portant la mention « révision allégée du PLU de la commune de Tarbes ». Une adresse e-mail dédiée sera également mise en place pour recueillir les propositions et les remarques du public.

2 Eléments de concertation mis en œuvre

1 - Affichages obligatoires en Mairie de Tarbes et au siège de la communauté d'agglomération durant un mois et la publication dans un journal local.

annonces

légales

MAPA < 90 000€

MENTARY SOULAN

JC A LA CONCURRENCE

élu(e) adjoint(e) : MARIE DE SAINT-MARY-SOULAN, M
de 5070 Saint-Mary-Soulan, tel : 05 62 40 95 95 mob.
marie.de.saint-mary

être
le plus hautement apprécié en fonction des critères

le candidat
la candidature : français

date limite de réception des offres
MARDI 28 FÉVRIER 2019 à 12h00 précises
- Tel : 05 62 40 95 95 - par la poste

il sera par voie dématérialisée, pour retrouver les
ou à l'adresse : marie.de.saint-mary@tarbes.fr

C A LA CONCURRENCE

une adresse : COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE
ent. n°101 de V.B. 8F 8000, 8F 8000 SAGNIES DE
publicité-Éditions, 8F 8000 - 8F 8000/8000

de 8 heures jusqu'à 18 heures

Journal hebdomadaire de Tarbes
tarbes.fr

AVIS PUBLICS

Avis administratif

AVIS AU PUBLIC

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION TARBES-LOURDES-PIENRAYS

Prescription de la révision sans forme allégée du
plan local d'urbanisme de la
commune de TARBES

Par délibération du jour, la séance 2019, le Bo-
reau communautaire de la communauté d'ag-
glomération Tarbes-Lourdes-Pièrres a décidé
de prescrire la révision « allégée » du plan local
d'urbanisme (PLU) de la commune de Tarbes et
a fixé les modalités de consultation avec la
population prévue aux articles 1, 2, 3 et 4 de la
Loi de l'Urbanisme

Cette délibération sera affichée en mairie de
Tarbes et au siège de la communauté d'ag-
glomération Tarbes-Lourdes-Pièrres, pendant un
mois. Cette information peut être consultée dans
les locaux

Le Président
GUY-PIERRE

VIE DES SOCIÉTÉS

Annonce légale

La Dépêche du Midi Jeudi 28 février 2019

Affichage rue E. TENOT

DEPARTEMENT
DES HAUTES-PYRÉNÉES

VILLE DE TARBES

POLICE MUNICIPALE

11, Rue André FOURCADE
65000 TARBES

Tél : 05 62 55 94 95
Fax : 05 62 51 06 45

Rapport N° 55/2019

Objet : Constatation de panneau
d'affichage

Pièce(s) jointe(s) : Planche
photographique

DESTINATAIRES :

Ex	Destinataires
1	Mairie de Tarbes
1	Service Urbanisme
1	Archives Police municipale

RAPPORT D'INFORMATION

— NOUS soussigné(s), POIRIER Stéphanie Brigadier-Chef Principal,
LORENZON Willem Gardien, —
— Agent(s) de police judiciaire adjoint(s), —
— En résidence à la Police Municipale de TARBES, —
— Dûment assermenté(s) et agréé(s) par Monsieur le Procureur de la
République, —
— Vu les articles 21 et suivants, D 15, 429 et 537 du Code de Procédure
Pénale, —
— Vu l'article L511-1 du Code de la Sécurité Intérieure, —
— Revêtu(s) de notre tenue d'uniforme et muni des insignes apparents de notre
qualité, en exécution des ordres reçus, rapportons les opérations suivantes : —

Ce jour, le lundi vingt-cinq février deux mille dix-neuf, à quinze heures et quinze
minutes, de patrouille portée à bord de notre véhicule de service Bravo 2, à la
demande du service Urbanisme, nous nous rendons à hauteur du 6, rue
Eugène Tenot à TARBES. —
Constatons la présence d'un panneau d'affichage en bois de 110cm de hauteur
et de 90cm de largeur, sur celui-ci est apposée la délibération n°9 du Bureau
communautaire du 14 février 2019.
Est mentionnée la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune
de TARBES. —
Cette délibération est affichée ce jour par le service Urbanisme de la ville de
Tarbes. —
Fait et clos ce jour, mais et en susdits. —

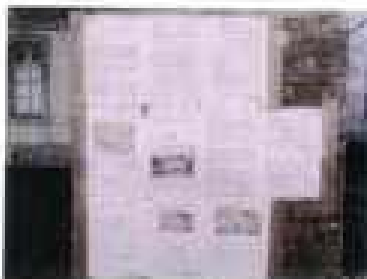
Les A.P.J.A.

Brigadier-chef principal
POIRIER Stéphanie

Gardien
LORENZON Willem

PLANCHE PHOTOGRAPHIQUE

Rapport N° 55/2019



Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_051-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

2- Publication dans le bulletin municipal de la Ville de Tarbes

RÉVISION ALLÉGÉE DU PLU



La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, par délibération du bureau communautaire en date du 14 février 2019, a décidé d'engager la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tarbes.

Cette révision allégée a été demandée par le Président du Conseil Départemental afin de pouvoir inscrire la proposition de loi au titre d'un élément du paysage à préserver (EPPL) n°101 pour le bâtiment situé au 6, rue Eugène Telsch à Tarbes.

L'assemblée départementale a tuté le site du site de la rue Eugène Telsch, pour l'implantation du futur bâtiment des Archives Départementales. Les premières réflexions sur la possibilité d'utilisation de ce site ont amené les services de l'équipement à proposer un projet de construction de cet équipement public nécessitant la destruction partielle du bâti, à prévoir l'implantation de bâtiments neufs autour du corps existant. Il est envisagé de respecter les bâtiments latéraux et de mettre en valeur le patrimoine existant. La reconstruction des deux ailes latérales permettra de valoriser le corps central, bâtiment historique de l'ancienne école normale de filles.

Une architecture de qualité sera étudiée en cohérence avec le bâtiment existant et apte à s'intégrer dans le cœur de ville de Tarbes. Le parti architectural pourra être classique ou contemporain, le parti sera sans contrainte.

Ainsi durant toute la durée de l'élaboration du projet de révision allégée, les modalités de concertation sont mises à la disposition du public afin qu'il puisse en prendre connaissance, exprimer ses avis et ses observations.

Vous voulez recruter à Tarbes ?

La Mairie de Tarbes aide les entreprises locales à mieux recruter



Vous cherchez un emploi ? Un stage ?



RDV sur emploi.tarbes.fr

Recherchez rapidement l'offre d'emploi et de stage qui vous intéresse sur le site de Tarbes-Lourdes-Pyrénées, Mairie de Tarbes

Tarbes le 14 février 2019

3 - Information sur le site internet de la Ville de Tarbes et sur le site internet de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées ;



The screenshot shows the official website of Tarbes. The top navigation bar includes links for 'LA MAIRIE', 'Économie', 'Éducation / Jeunesse', 'Social', 'Développement durable', 'Espaces publics', 'Culture', 'Sport', and 'Services publics'. The 'Urbanisme' section is highlighted in the left sidebar. The main content area displays the title 'Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes' with a date of 'Mise à jour : 22 février 2019'. Below this, there is a detailed text block explaining the process and objectives of the revision, followed by a 'Documents à télécharger' section and a 'Consultez l'annuaire' link.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_051-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes

Maj 22/02/19

La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, par délibération du bureau communautaire en date du 14 février 2019, a décidé d'engager la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de TARBES.

Cette révision allégée a été demandée au maire de Tarbes par le Président du Conseil Départemental afin de pouvoir enlever la protection édictée au titre d'un élément du paysage à préserver (EPP n°10) pour le bâtiment situé au 8, rue Eugène Ténat à Tarbes.

Délibération du Bureau communautaire CATLP :

http://www.agglo-lp.fr/Fichiers/documents/5c7011cd552b5_deliberation_revision_plu_tarbes.pdf

Exposé des motifs justifiant la présente procédure de révision allégée :

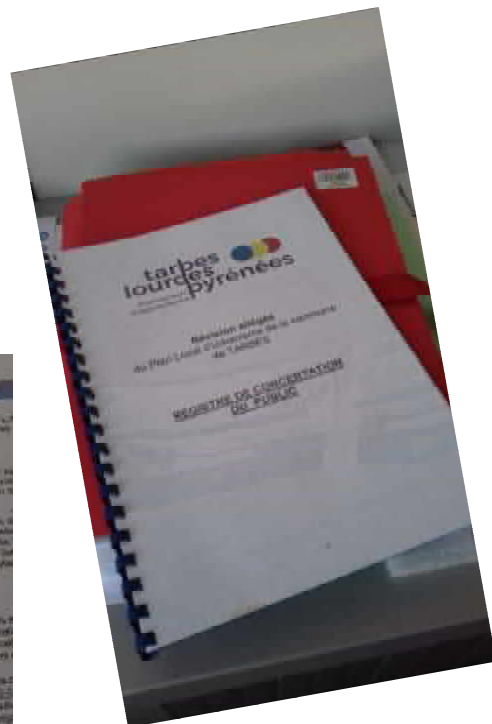
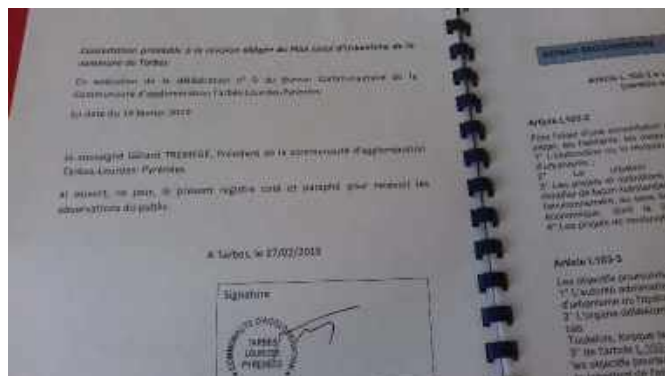
http://www.agglo-lp.fr/Fichiers/documents/5c70122e5863a_expose_des_motifs.pdf

CONCERTATION :

[Compte rendu de la réunion du 17 avril 2019 à la demande des riverains](#)

[Compte rendu de la réunion du 6 mai 2019 à la demande des riverains](#)

4- Registre mis à disposition du public en mairie de Tarbes, au service Urbanisme Opérationnel 29bis rue Georges Clémenceau, Bâtiment Pyrène, et au bâtiment de la communauté d'agglomération Trapes-Lourdes-Pyrénées, 30 boulevard St Exupéry, à Tarbes, aux heures habituelles d'ouverture au public, afin de recueillir les observations, avis, idées,... ;



5 - Organisation de deux réunions publiques : à la mairie de Tarbes- Hôtel de Ville, place Jean Jaurès. Information du public du lieu et de la date dans deux journaux locaux diffusés dans le département, quinze jours avant la date de chaque réunion ;

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_051-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020



L'objectif de cette révision allégée est la suppression de l'Elément du Paysage à Préserver (EPP) n°10 concernant le bâtiment de permettre la réalisation des futures archives départementales.

L'information sur cette procédure de révision « allégée » est également consultable sur le site internet de la commune : www.agglo-tb.fr dans la rubrique Aménagement, Urbanisme & Habitat, onglet PLU/PLU.

1ère REUNION PUBLIQUE : le mercredi 2 octobre 2019 à 18h, Salle des Fêtes de l'Hôtel de Ville



2ème REUNION PUBLIQUE : le lundi 25 novembre 2019 à 18h, Salle des Fêtes de l'Hôtel de Ville



DOCUMENTS TELECHARGEABLES :

[Délibération du Bureau communautaire CATLP >>>](#)

Projet de révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Tarbes

Site internet Ville de Tarbes

PUBLIQUE

RÉUNIONS PUBLIQUES
 VOTRE AVIS NOUS INTERESSE !
LAYRISSE
 02/10/2019 - 25 NOVEMBRE 2019
 (SALLE DES FÊTES)

21
 Mars 19

28
 Mars 19

Réunions Publiques Canton d'Ossun PLUI

RÉUNION PUBLIQUE

25
 Mars 19

Réunion Publique PLU Tarbes

Site internet CATLP

Accusé de réception en préfecture
 065-200069300-20200123-BC230120_05I-AU
 Date de télétransmission : 29/01/2020
 Date de réception préfecture : 29/01/2020

AVIS PUBLICS

Concertation-Débat public

AVIS AU PUBLIC

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

Révision « allégée » du PLU de Tarbes

Dans le cadre de la révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tarbes et de la concertation voulue par le bureau communautaire, la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la Ville de Tarbes invitent les habitants à la première réunion publique qui se tiendra à la salle des fêtes de l'hôtel de ville à Tarbes, le mercredi 2 octobre 2019, à 18h00.

L'objectif de cette révision allégée est la suppression de l'Élément du Paysage à Préserver (EPP) n°10 concernant le bâtiment situé au 6, rue Eugène Ténot à Tarbes afin de permettre la réalisation des futures archives départementales.

L'information sur cette procédure de révision « allégée » est consultable sur le site internet de la communauté d'agglomération, à l'adresse suivante : www.agglo-llp.fr, dans la rubrique Aménagement, Urbanisme & Habitat, onglet PLU/PLUI, ainsi que sur le site internet de la commune : www.tarbes.fr, rubrique : Urbanisme, onglet : Révision du PLU.

Juillan le 01 septembre 2019
Gérard TREMEGE

MARCHÉS PUBLICS

MAPA > 90 000€

MAIRIE D'OSSUN

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

TRAVAUX

Organisme : nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : MAIRIE D'OSSUN, M. Francis BOR-

La Nouvelle République – Lundi 16 septembre 2019

AVIS PUBLICS

Concertation-Débat public

AVIS AU PUBLIC

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION TARBES-LOURDES-PYRENEES

Révision « allégée » du PLU de Tarbes

Dans le cadre de la révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tarbes et de la concertation voulue par le bureau communautaire, la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la Ville de Tarbes invitent les habitants à la première réunion publique qui se tiendra à la salle des fêtes de l'hôtel de ville à Tarbes, le mercredi 2 octobre 2019, à 18h00.

L'objectif de cette révision allégée est la suppression de l'Élément du Paysage à Préserver (EPP) n°10 concernant le bâtiment situé au 6, rue Eugène Ténot à Tarbes afin de permettre la réalisation des futures archives départementales.

L'information sur cette procédure de révision « allégée » est consultable sur le site internet de la communauté d'agglomération, à l'adresse suivante : www.agglo-llp.fr, dans la rubrique Aménagement, Urbanisme & Habitat, onglet PLU/PLUI, ainsi que sur le site internet de la commune : www.tarbes.fr, rubrique : Urbanisme, onglet : Révision du PLU.

Juillan le 01 septembre 2019
Gérard TREMEGE

Journal habilité à recevoir les
NOR : MICE1733475A | Prix
certifié conforme.

MARCHÉS PUB

Avis rectific

AVIS

MAIRIE DE LANNEMEZAN, M. Pl
62 40 72 72, mël : internetlann
Objet : FOURNITURE ET ACHEMI
Remise des offres : au lieu de : 1
au lieu de : rectification des site
Pour retrouver cet avis intégral,

tous les
S
ladepech

Antenne de la documentation
 10, rue de la République - 31000 Toulouse
 tél : 05 61 21 11 11 - fax : 05 61 21 11 12
 e-mail : documentation@tarbes.fr
 site : www.tarbes.fr
 horaires : du lundi au vendredi de 9h à 17h
 samedi de 10h à 12h
 dimanche et jours fériés : fermé

atrimoniale depuis 1981

Il du sport en général, cet ancien chef d'entreprise, n'est ni plus jeune que lui ! A 68 ans, il n'occupe ni ne prend plaisir au travail de multiples activités : musique, lecture, jardinage, etc. D. 1354

ALIX avait des passions, il n'a eu de cesse que d'apporter à l'ONG, tout, à 60 ans. Il a même de retour sa vie avec lui est proche de la nature et de la croisière. Il vous aide à vivre en résidences partagées. D. 1325

ON ARC, il affiche une belle sérénité, capable de recevoir son pique-nique ! Il adore ses enfants, entretenir ses us, maintenant il veut se consacrer à une nouvelle vie à ses dans un premier temps. Electronique. 70 ans. D. 1246

Il flor de sa carrière, il recherche une femme tranquille, sage de bons moments ensemble. Gros cœur, il est ap d'importance à la bienveillance et à la générosité de 12 ans. Chauffeur. Div. 72 ans. D. 1110

Je suis fier de tout et à cœur ouvert, sans gêne, ni une gentillesse et un sens de l'humour qui rendront votre. Dynamique, sens du contact, passionné et beaucoup voyagé et pourquoi pas faire de nouveaux compagnons ayant des goûts simples, naturel, ouverte d'esprit. D. 1765

Je suis homme de cœur sur qui vous pouvez compter. Avec moi, tout, 30 ans, rasoir, soignant, calme, à l'aise avec la guitare à ses temps perdus. De la marche tout d'abord avec vous Madame, jeune de caractère, active, libre. D. 1773

61 23 80 66
 s le méritez bien !

Concertation-Débat public

AVIS AU PUBLIC

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
 TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES**

Révision « allégée » du PLU de Tarbes

Dans le cadre de la révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tarbes et de la concertation voulue par le bureau communautaire, la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la Ville de Tarbes invitent les habitants à la **deuxième réunion publique** qui se tiendra à la **salle des fêtes de l'hôtel de ville à Tarbes, le lundi 25 novembre 2019, à 18h00.**

L'objectif de cette révision allégée est la suppression de l'Élément du Paysage à Préserver (EPP) n°10 concernant le bâtiment situé au 6, rue Eugène Tenot à Tarbes afin de permettre la réalisation des futures archives départementales.

L'information sur cette procédure de révision « allégée » est consultable sur le site internet de la communauté d'agglomération, à l'adresse suivante : www.agglo-tlp.fr, dans la rubrique Aménagement, Urbanisme & Habitat, onglet PLU/PLUI, ainsi que sur le site internet de la commune : www.tarbes.fr, rubrique : Urbanisme, onglet : Révision du PLU.

Julian le 21 octobre 2019
 Gérard TREMEGE

La Dépêche du Midi – Vendredi 8 novembre 2019

ONCES NR du 08/11/2019

légales

La concurrence légale. Tarif et prévision réglementés, article ministériel de 1.826 HT le mètre par colonne, de 10 à 100. Reproduction

AVIS PUBLICS

Concertation-Débat public

AVIS AU PUBLIC

**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
 TARBES-LOURDES-PYRÉNÉES**

Révision « allégée » du PLU de Tarbes

Dans le cadre de la révision « allégée » du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tarbes et de la concertation voulue par le bureau communautaire, la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et la Ville de Tarbes invitent les habitants à la **deuxième réunion publique** qui se tiendra à la **salle des fêtes de l'hôtel de ville à Tarbes, le lundi 25 novembre 2019, à 18h00.**

L'objectif de cette révision allégée est la suppression de l'Élément du Paysage à Préserver (EPP) n°10 concernant le bâtiment situé au 6, rue Eugène Tenot à Tarbes afin de permettre la réalisation des futures archives départementales.

L'information sur cette procédure de révision « allégée » est consultable sur le site internet de la communauté d'agglomération, à l'adresse suivante : www.agglo-tlp.fr, dans la rubrique Aménagement, Urbanisme & Habitat, onglet PLU/PLUI, ainsi que sur le site internet de la commune : www.tarbes.fr, rubrique : Urbanisme, onglet : Révision du PLU.

Julian le 21 octobre 2019
 Gérard TREMEGE

ONCES LEGALES
 05.62.11.37.37
www.legales-online.fr

Accusé de réception en préfecture
 065-200669300-20200123-BC230120_051-AU
 Date de télétransmission : 29/01/2020
 Date de réception préfecture : 29/01/2020



MERCREDI 2 OCTOBRE 2019 À 18H
SALLE DES FÊTES DE L'HÔTEL DE VILLE

Venez donner votre avis au sujet de la suppression de l'Élément de Paysage à Préserver (EPP) n°10 concernant le bâtiment situé au 6, rue Eugène Ténat à Tarbes afin de permettre la réalisation des futures Archives Départementales.



Toutes les infos sur agglo-ulp.fr
 rubrique urbanisme



LUNDI 25 NOVEMBRE 2019 À 18H
SALLE DES FÊTES DE L'HÔTEL DE VILLE

Venez donner votre avis au sujet de la suppression de l'Élément de Paysage à Préserver (EPP) n°10 concernant le bâtiment situé au 6, rue Eugène Ténat à Tarbes afin de permettre la réalisation des futures Archives Départementales.



Toutes les infos sur agglo-ulp.fr
 rubrique urbanisme



Accusé de réception en préfecture
 065-200069300-20200123-BC230120_05I-AU
 Date de télétransmission : 29/01/2020
 Date de réception préfecture : 29/01/2020

Actualité / France - Monde / Polémique

Tarbes. Un débat peu allégé

Elus et responsables du Département ont subi tristement le feu nourri des critiques. » Photo Sophie Lécuyer.



Bitte durchführen und

Les dernières vendanges à la main dans le Gaillacois



Publié le 04/10/2019 à 05:10 - mis à jour à 08:14

Après avoir suscité un débat vif, et le mot est faible, en conseil départemental, le projet d'installation des Archives Départementales sur le site de l'ancienne Ecole Normale, rue Eugène Ténat, agit les esprits. Mercredi soir, une réunion publique était organisée à la mairie de Tarbes, afin de débattre de la révision alléguée du PLU. Alléguée, car la seule question c'est de supprimer la protection EPP (Élément de

Un débat qui n'est « PLU » serein...

[illegible]

A photograph showing three individuals seated at a table during a press conference. On the left, a man in a dark suit and tie is speaking into a microphone. In the center, another man in a dark suit and glasses is looking towards the camera. On the right, a woman in a light-colored jacket is also looking towards the camera. There are water bottles and microphones on the table. The background features a large painting and a wooden panel.

Gérard Fromage et Michel Peleus plaident pour le site de l'ancienne école normale. / Photo Patrick Allouard.

Un dossier « politique »
 Parce que depuis longtemps, ce dossier est « politique ». Il y a quelques années, ses plantiers s'étaient alligés pour que les Archives départementales « traduisent » dans ce bimensuel 101, « l'actualité de la région ».

[illegible]

Christian Figueres

**Avec votre
carte FIDÉLITÉ
s'équiper !**

UNE PROCÉDURE ENCADRÉE

POUR L'ÉLECTION À la suite de la révision à l'Assemblée du P.S.U., laquelle sera émise et soumise à enquête publique, durant 2000, à partir de la décision du commissaire enquêteur, le bureau communal du parti du T.G.P. pourra mener cette élection. Ensuite, le parti national (par un jury d'avis) lequel figure les représentants (cette élection) parmi les quatre architectes candidats devra obtenir la permission de continuer qui sera, lui, délivrée à la fin de l'année.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05I-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

- 6 - Adresse e-mail dédiée mise en place pour recueillir les propositions et les remarques du public.

Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes

La communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, par délibération du bureau communautaire en date du 14 février 2019, a décidé d'engager la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de TARBES.

Cette révision allégée a été demandée au maire de Tarbes par le Président du Conseil Départemental afin de pouvoir enlever la protection édictée au titre d'un élément du paysage à préserver (EPP n°10) pour le bâtiment situé au 6, rue Eugène Ténot à Tarbes.

Un registre de concertation est mis à disposition du public en mairie de Tarbes, au service Urbanisme Opérationnel 29 bis rue Georges Clémenceau, Bâtiment Pyrène, ainsi qu'au bâtiment de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, 30 boulevard St Exupéry à Tarbes.

Pendant toute la durée de la concertation, le public peut également faire part de ses propositions et de ses remarques à l'adresse e-mail dédiée : revisionplu.tarbes@agglo-ttp.fr

Mise en place d'un cahier de concertation (clôturé le 14/01/2019) et qui a permis de recueillir 38 remarques ; les suites à ces remarques sont données dans le tableau ci-après :

Concertation procédure de révision allégée du P.L.U. Tarbes

publié le 13-01-2020



Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de TARBES

Information relative à la concertation dans le cadre de la procédure de révision allégée du P.L.U.

Le public est informé que le projet de révision allégée du P.L.U. de la commune de Tarbes sera examiné en séance du Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées le 23 janvier 2020.

Compte tenu du calendrier de

déroulement de la procédure d'arrêt du projet de révision allégée du P.L.U., les observations et demandes inscrites au cahier de concertation, ainsi que les courriers adressés à Monsieur le Maire de Tarbes ou à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération, qui interviendront après le 14 janvier, 18h00, ne pourront être pris en considération.

Néanmoins, les observations et demandes qui seront versées au cahier de concertation, et les courriers adressés à Monsieur le Maire de Tarbes ou à Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération après cette date, seront transmis au Commissaire Enquêteur désigné par le Tribunal Administratif pour conduire l'enquête publique sur le projet de révision allégée du P.L.U. de la commune de Tarbes, afin qu'il en soit informé.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05I-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Révision allégée du PLU de Tarbes
Réponses apportées aux observations du public dans le cadre de la concertation

Registre n°1 – Mairie de Tarbes

N° Requérant(e)	Observations	Réponses du Maître d'Ouvrage
<p style="text-align: center;">1 Mr et Mme WEHRLÉ</p>	<p>Interrogations sur la nature et les caractéristiques du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Implantation en centre-ville à l'encontre des tendances actuelles - Etat calamiteux du bâtiment non avéré - Opération trop dense, architecture moderne ne s'intégrant pas dans son environnement - Impacts sur le voisinage non pris en compte 	<p>En l'état, ces bâtiments ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. La vétusté des bâtiments, aux toitures défectueuses et aux planchers bois ne pouvant résister aux surcharges, a été relevée par l'ABF.</p> <p>Les autres observations ne sont pas du ressort de la révision allégée du PLU.</p> <p>La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales qui se situe en zone UA (zone centrale à vocation mixte : habitat/équipements/services/commerces/activités).</p> <p>De plus, l'opération « cœur de ville » a pour objectif de redynamiser le centre-ville et, notamment, d'y faire revenir les équipements et les services.</p> <p>Aucun projet n'a encore été défini. Les caractéristiques architecturales du projet seront visibles dans le permis de construire.</p> <p>Les différents impacts seront pris en compte selon la réglementation en vigueur et dans le programme du projet.</p>
<p style="text-align: center;">2 Collectif « Résidence des jardin du Carmel »</p>	<p>Demandes concernant les caractéristiques du projet :</p> <p>Volumétrie moindre et en adéquation avec l'environnement proche et du quartier prévoir des garde-fous aux maxima de la zone UA du PLU, en concertation avec l'ABF et les riverains</p> <p>Hauteur de faîtage ou des acrotères limitée à la hauteur d'égout du bâtiment central</p> <p>Toitures en ardoises ou végétalisées</p> <p>Création d'une marge de recul de 5 m ou plus pouvant servir de parvis ou de mail piéton et mettant en valeur les porches historiques à conserver</p> <p>Réflexion urbaine globale sur l'ensemble de l'ilot</p>	<p>Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. Cependant ces demandes ont été prises en compte dans le programme du Conseil Départemental à destination du futur Maître d'Œuvre.</p>
<p style="text-align: center;">3 Mr SCHLAWICK</p>	<p>Propositions concernant l'architecture et l'implantation du projet.</p> <p>Propositions concernant une implantation du projet sur un autre site.</p> <p>Opposition à la suppression de l'EPP n°10 (sans argumentaire).</p>	<p>Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire.</p> <p>La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale.</p> <p>Afin de permettre la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable mais celui-ci sera tout de même soumis aux prescriptions de l'ABF.</p>
<p style="text-align: center;">4 Mme CASSOU et Mme EMMANUELIDIS</p>	<p>Opposition à la démolition de l'Ecole Normale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Préservation du bâtiment dans son intégralité - Insalubrité non avérée - Prescriptions architecturales imposées par l'ABF dans le quartier - Préservation du patrimoine tarbais 	<p>En l'état, ces bâtiments ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. La vétusté des bâtiments, aux toitures défectueuses et aux planchers bois ne pouvant résister aux surcharges, a été relevée par l'ABF.</p> <p>Afin de permettre la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable mais celui-ci sera tout de même soumis aux prescriptions de l'ABF.</p> <p>Le programme du Conseil Départemental prévoit la valorisation de ce patrimoine.</p>

065-200069300-20200123-BC230120_051-AU
 Date de réception préfecture : 29/01/2020

5 Mme ESPAGNET	Opposition au projet des Archives Départementales : - Préservation du patrimoine tarbais - Préservation du cadre de vie	Afin de permettre la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable mais celui-ci sera tout de même soumis aux prescriptions de l'ABF. Le programme du Conseil Départemental prévoit la valorisation de ce patrimoine.
6 Mme POLKWSKI	Opposition au projet des Archives Départementales : - Stationnement insuffisant.	Cette demande ne concerne pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. Cependant, le programme du Conseil Départemental à destination du futur Maître d'Œuvre prévoit du stationnement pour les agents administratifs.
7 SITES ET MONUMENTS Mme DESCAT	Opposition à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale. Opposition quant au choix du site.	Afin de permettre la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable mais celui-ci sera tout de même soumis aux prescriptions de l'ABF. Le programme du Conseil Départemental prévoit la valorisation de ce patrimoine. La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale.
8 Mr SCHLAWICK	Incohérences dans la démarche et les procédures.	Afin de permettre la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable par le biais d'une révision allégée du PLU. Les prescriptions de l'ABF concernant ce projet garantiront son intégration paysagère et environnementale.

Registre n°2 – Mairie de Tarbes

1 Mr et Mme RENOUARD	Opposition au projet des Archives Départementales : - Volumétrie inadaptée - Préservation du patrimoine tarbais - Qualification de l'axe Marché Brauhauban/Jardin Massey/Arsenal	Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. Cependant ces demandes ont été prises en compte dans le programme du Conseil Départemental à destination du futur Maître d'Œuvre.
2 ASPPAM des Hautes- Pyrénées	Observations favorables au projet des Archives Départementales : - Aucun projet d'architecte pour le moment - Aucun classement des Monuments Historiques - Projet d'intérêt général permettant de redynamiser le centre-ville de Tarbes	Sans objet.
3 Madame DOLY	Inquiétudes quant aux nuisances générées par le chantier et par le fonctionnement des Archives Départementales. Espaces publics non minéralisés à privilégier. Projet d'intérêt général permettant de redynamiser le centre-ville de Tarbes	Ces demandes ont été prises en compte dans le programme du Conseil Départemental à destination du futur Maître d'Œuvre. Le projet respectera les prescriptions de l'ABF en termes de matériaux à utiliser.
4 Anonyme	Opposition au choix du site.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale.
5 Mr WEHRLÉ	Interrogations quant au but véritable de l'opération.	Le projet consiste en la réalisation des Archives Départementales.
6 Mme LIZOTTE- CELHAY	Observations favorables au projet des Archives Départementales : - Archives Départementales actuelles obsolètes - Projet d'intérêt général permettant de redynamiser le centre-ville de Tarbes	Sans objet.
7 Mr DUBOSC	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. Date de réception en préfecture : 06/05/2020 En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Date de réception en préfecture : 29/07/2020

065-200069300-20200123-BC230120_051-AU
Date de télétransmission : 29/07/2020
Date de réception en préfecture : 29/07/2020

		est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.
8 Mr et Mme BASEILHAC	Observations favorables au projet des Archives Départementales : - Archives Départementales actuelles obsolètes - Projet d'intérêt général permettant de redynamiser le centre-ville de Tarbes	Sans objet.
9 Mr RAULIN	Opposition au projet des Archives Départementales : - Architecture inadaptée - Préservation du patrimoine tarbais - Problèmes de circulation et de stationnement	Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. Le programme du Conseil Départemental prévoit la valorisation de ce patrimoine. Les Archives Départementales n'engendreront pas de manière significative une augmentation du trafic et des problèmes de stationnement.
10 Mme FLEURY et Mr SANCHEZ	Opposition au choix du site.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale.
11 Mme MOGADO	Opposition au choix du site.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale.
12 Mr ARBERET	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.
13 Mr LAGONELLE	Opposition à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.
14 Mme LAGUERRE	Annulé et remplacé par le courrier du 20 octobre 2019.	Sans objet.
15 Mme TOUSSAINT	Interrogations quant au parti architectural : - Absence de données - Décision hâtive de démolir partiellement l'Ecole Normale - Dynamique culturelle et sociale non justifiée - Dimension écologique non prise en compte	Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. Cependant ces demandes ont été prises en compte dans le programme du Conseil Départemental à destination du futur Maître d'Œuvre.
16 Mr LAGUERRE	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.
17 Mme BESSI	Opposition au projet des Archives Départementales : - Préservation du patrimoine tarbais - Problèmes de circulation et de stationnement	En l'état, ces bâtiments ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. La vétusté des bâtiments, aux toitures défectueuses et aux planchers bois ne pouvant résister aux surcharges, ne permet pas de poursuivre l'usage des locaux existants. Date de réception en préfecture : 29/01/2020 Date de réception préfecture : 29/01/2020

Accusé de réception en préfecture
065-2900000-20200127-BO230120_051-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

		Afin de permettre la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable mais celui-ci sera tout de même soumis aux prescriptions de l'ABF. Le programme du Conseil Départemental prévoit la valorisation de ce patrimoine.
18 Mr ARRIBARAT	Opposition au choix du site.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale.
19 Mr LAGUERRE	Interrogations sur la nature et les caractéristiques du projet : - Réhabilitation du patrimoine - Compatibilité avec les orientations du PADD - Redynamisation du centre-ville	La révision allégée ne porte pas atteinte aux orientations définies par le PADD. Les orientations précisent que le patrimoine doit être préservé ou valorisé, ce qui ne veut pas dire « protégé ».
20 Mr TEIXIDO	Opposition au choix du site.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale.
21 Mme LAGUERRE	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.
22 Mr WEIDNER	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.

Registre n°3 - Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

2 Collectif « Résidence des jardin du Carmel »	<p>Demandes concernant les caractéristiques du projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> Volumétrie moindre et en adéquation avec l'environnement proche et du quartier prévoir des garde-fous, aux maxims de la zone UA du PLU, en concertation avec l'ABF et les riverains Hauteur de faîtage ou des acrotères limitée à la hauteur d'égout du bâtiment central Toitures en ardoises ou végétalisées Création d'une marge de recul de 5 m ou plus pouvant servir de parvis ou de mail piéton et mettant en valeur les porches historiques à conserver Réflexion urbaine globale sur l'ensemble de l'ilot 	Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. Cependant ces demandes ont été prises en compte dans le programme du Conseil Départemental à destination du futur Maître d'Œuvre.
---	---	---

2 Mr SCHLAWICK	Propositions concernant l'architecture et l'implantation du projet. Propositions concernant une implantation du projet sur un autre site. Opposition à la suppression de l'EPP n°10 (sans argumentaire).	Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. Afin de permette la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable mais celui-ci sera tout de même soumis aux prescriptions de l'ABF.
3 Mme BRETTE	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.
4 Mr ROLAND	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.
Courriers		
1 Mr SCHLAWICK	Propositions concernant l'architecture et l'implantation du projet. Propositions concernant une implantation du projet sur un autre site. Opposition à la suppression de l'EPP n°10 (sans argumentaire).	Ces demandes ne concernent pas la révision allégée du PLU mais le futur permis de construire. La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. Afin de permette la réalisation de ce projet, la suppression de l'EPP n°10 est indispensable mais celui-ci sera tout de même soumis aux prescriptions de l'ABF.
2 Mr SCHLAWICK	Propositions concernant l'architecture et l'implantation du projet. Propositions concernant une implantation du projet sur un autre site. Opposition à la suppression de l'EPP n°10 (sans argumentaire).	
3 Mr SCHLAWICK	Propositions concernant l'architecture et l'implantation du projet. Propositions concernant une implantation du projet sur un autre site. Opposition à la suppression de l'EPP n°10 (sans argumentaire).	
Courriels		
1 Mme et Mr DAILY	Opposition au choix du site et à la démolition d'une partie de l'Ecole Normale.	La révision allégée du PLU n'a pas pour objectif de justifier la localisation du projet des Archives Départementales. Le choix du site a été approuvé en Assemblée Départementale. En l'état, ces bâtiments vétustes ne sont pas adaptés pour le stockage d'archives. Une démolition partielle est envisagée. Elle permettra de répondre aux contraintes techniques mais également de valoriser ce patrimoine.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20200123-BC230120_05I-AU
Date de télétransmission : 29/01/2020
Date de réception préfecture : 29/01/2020

Bureau Communautaire du jeudi 14 février 2019

Délibération n° 9

**Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de
Tarbes**

Date de la convocation : 07/02/2019

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean BURON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Michel DUBARRY, M. Emmanuel DUBIE, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, Mme Myriam MENDES, Mme Michèle PHAM-BARANNE, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Jean-Michel SEGNERE, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. Alain TALBOT

M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à Mme Evelyne RICART, M. Jean-Marc BOYA donne pouvoir à M. Patrick VIGNES, M. Roger-Vincent CALATAYUD donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Serge DUCLOS donne pouvoir à M. Alain LUQUET, M. Marc GARROCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Ange MUR donne pouvoir à Mme Yvette LACAZE

Absents :

M. Michel AUSINA, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 29 novembre 2016 portant modification de l'arrêté n° 65-2016-08-03-00 du 3 août 2016 portant création de la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et précisant les compétences exercées, et plus particulièrement les compétences en matières d'aménagement de l'espace communautaire, schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-11, L.153-34 et L.103-2;

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour les dossiers de procédure de modification de droit commun, modification

simplifiée et révision "allégée" des documents d'urbanisme des communes membres, et des Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux actuellement en cours d'élaboration;
Vu la délibération du Conseil Municipal de Tarbes en date du 17 février 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune;

EXPOSE DES MOTIFS :

Par courrier en date du 19 novembre 2018, le maire de Tarbes demande à la communauté d'agglomération d'engager la révision allégée du P.L.U. de sa commune.

Cette révision allégée est demandée au maire de Tarbes par le Président du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées afin de pouvoir enlever la protection édictée au titre de l'article L.123-1 du code de l'urbanisme, dans sa version en vigueur lors de l'approbation du PLU et reprise à l'article L.151-19 de la version actuelle du même code, pour le bâtiment situé au 6, rue Eugène Ténor à Tarbes.

Les bâtiments existants sur cette parcelle sont repérés en annexe du PLU comme un Elément du Paysage à Préserver (EPP n°10), avec les indications suivantes:

- *Pas de démolition des bâtiments*
- *Les transformations et extensions devront prendre en compte et être en cohérence avec l'architecture du bâtiment préservé*

L'assemblée départementale, lors de sa réunion du 12 octobre 2018, a fait le choix du site de la rue Eugène Ténor pour l'implantation du futur bâtiment des archives départementales.

Or les premières réflexions sur la possibilité d'utilisation de ce site, en lien avec Madame l'Architecte des Bâtiments de France, ont amené les services du département à proposer un projet de construction de cet équipement public nécessitant la démolition partielle de bâti. Le président du conseil départemental a donc demandé que soit étudiée la levée de cette contrainte.

Conformément à l'article L.153-34 du Code de l'Urbanisme, le PLU fait l'objet d'une révision allégée lorsque celle-ci a uniquement pour objet de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou est de nature à induire de graves risques de nuisance, sans qu'il soit porté atteinte aux orientations définies dans le Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Dans ce cas, le projet arrêté fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et des personnes publiques associées, mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'Urbanisme.

Considérant que l'objet unique de la révision consiste à réduire une protection édictée en raison de la qualité des sites sans aucune remise en cause du PADD, il est proposé au Bureau Communautaire:

- de prescrire la révision allégée n°1 du PLU de la commune de Tarbes avec pour objectifs la suppression de l'EPP n° 10 afin de permettre la réalisation du projet des archives départementales, tout en tenant compte des certaines exigences architecturales fixées par Madame l'Architecte des Bâtiments de France, ceci afin de conserver l'esprit du bâtiment de l'ancienne école normale suivant la note de présentation annexée à la présente délibération.
- d'approuver les objectifs ainsi développés selon l'exposé des motifs et le contenu détaillé ci-dessus.
- de définir, conformément aux articles L.103-3 et L.103-4 du code de l'urbanisme, les modalités de concertations suivantes qui seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet:

- outre les affichages obligatoires en Mairie de Tarbes et au Siège de la Communauté d'Agglomération durant un mois et la publication dans un journal local, affichage de la délibération sur les lieux: 6 rue Eugène TENOT, durant toute la durée de la procédure;
 - Publication dans le bulletin municipal de la Ville de Tarbes;
 - Information sur le site internet de la Ville de Tarbes et sur le site internet de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées;
 - Registre mis à disposition du public en mairie de Tarbes, au service Urbanisme Opérationnel 29 bis rue Georges Clémenceau, Bâtiment Pyrène, et au bâtiment de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, 30 boulevard St Exupéry, à Tarbes, aux heures habituelles d'ouverture au public, afin de recueillir les observations, avis, idées,...;
 - Organisation de deux réunions publiques: à la mairie de Tarbes - Hôtel de Ville, place Jean Jaurès. Le public sera informé du lieu et de la date, ainsi que des horaires, par une annonce de presse publiée dans deux journaux locaux diffusés dans le département, quinze jours avant la date de chaque réunion;
 - Pendant toute la durée de la concertation, le public pourra dresser par écrit ses propositions et ses remarques, à Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, sous enveloppe cachetée portant la mention "révision allégée du PLU de la commune de Tarbes". Une adresse e-mail dédiée sera également mise en place pour recueillir les propositions et les remarques du public.
- d'associer les personnes publiques mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme;
 - de consulter au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13 du Code de l'Urbanisme

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de prescrire la révision allégée du PLU de la commune de Tarbes et d'approuver les objectifs ci-dessus exposés.

Article 2 : de définir, conformément aux articles L.103-3 et L.103-4 du code de l'urbanisme, les modalités de concertation telles qu'exposées ci-dessus qui seront strictement respectées pendant toute la durée de l'élaboration du projet.

Article 3 : d'associer les personnes publiques mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme et de consulter au cours de la procédure, si elles en font la demande, les personnes publiques prévues au titre des articles L.132-12 et L.132-13 du même code.

Article 4 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à la majorité avec 48 voix pour et 1 abstention(s).

Le Président,


Gérard TRÉMÈGE.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190214-CC140219_09-DE
Date de télétransmission : 20/02/2019
Date de réception préfecture : 20/02/2019

Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées

Mesures de publicité concernant l'approbation de la modification simplifiée du PLU de la commune de Tarbes

Date de la délibération du Conseil communautaire approuvant la modification simplifiée 20/09/2019

Date de réception en Préfecture ou Sous-Préfecture, 26/09/2019

Date du début de l'affichage en Mairie et au siège de la communauté d'agglomération 30/09/2019

Date de l'insertion dans un journal d'Annonces Légale: 02/10/2019

Nom du Journal: La Dépêche du Midi

A Juillan, le 08 octobre 2019

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Tarbes Lourdes Pyrénées
Gerard TREMEGE

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Observations dans le premier mois de la réception en préfecture Oui ☒ Non ☐

Date de régularisation par rapport à ces observations

Commune en périmètre SCOT : Oui ☒ Non ☐

Date d'opposabilité..... **02 OCT. 2019**



Tampon et signature

Le Technicien Supérieur en Chef
du Développement Durable

Renaud GAÏSSET

IMPORTANT

Afin de préciser la date d'opposabilité de la modification simplifiée du document cette fiche est à compléter puis à retourner à

Direction Départementale des Territoires

SUFL/BAPT

3 rue Lordat - B.P. 1349

65013 - TARBS CEDEX

ou

ddt-sufl-bapt@hautes-pyrenees.gouv.fr

DDT05 SU FL BAPT

3 Fiche-opposabilité-modif simpl plu version oct 2019-oh

Bureau Communautaire du vendredi 20 septembre 2019

Délibération n° 6

Modification simplifiée n° 1 du PLU de Tarbes- Bilan de la mise à disposition et approbation

Date de la convocation : 13/08/2019

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. André LABORDE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, M. Michel DUBARRY, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Evelyne LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Michel LEHMANN, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, Mme Myriam MENDES, M. Ange MUR, Mme Michèle PHAM-BARANNE, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Jean-Michel SEGNERE, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA

Excusés :

Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Andrée DOUBRERE, M. Alain TALBOT
M. Yannick BOUBEE donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jacques LAHOILLE donne pouvoir à M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD donne pouvoir à M. Gérard TREMEGE, M. Marc GARROCQ donne pouvoir à Mme Geneviève ISSON, M. Jean-Claude LASSARRETTE donne pouvoir à M. Jean-Michel LEHMANN

Absents :

M. Michel AUSINA, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Emmanuel DUBIE, M. Guy VERGES, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Modification simplifiée n° 1 du PLU de Tarbes- Bilan de la mise à disposition et approbation

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,
Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°8 du Conseil Communautaire du 27 mars 2019 donnant délégation au Bureau sur les dossiers de procédures de modification de droit commun, modification

simplifiée et révision "allégée" des documents d'urbanisme des communes membres, et des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux actuellement en cours d'élaboration.

Vu la délibération n°3 du 20 mars 2019 engageant la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes et établissant les modalités de mises à disposition du dossier.

EXPOSE DES MOTIFS :

Par délibération n°3 du 20 mars 2019, le Bureau Communautaire a décidé d'engager une modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de la commune de Tarbes. Cette procédure porte sur la suppression de l'emplacement réservé n°11, inscrit au P.L.U. pour l'élargissement et le prolongement de la rue Pierre Loti; ce projet d'élargissement étant abandonné par la commune de Tarbes après la mise en sens unique de la rue Pierre Loti.

Considérant que la période de mise à disposition du dossier au public s'est achevée le 07 juin 2019.

Considérant que le public a pu prendre connaissance du dossier et formuler ses observations selon les modalités suivantes:

- mise à disposition d'un dossier et d'un registre d'observations à la mairie de Tarbes et au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées,
- affichage d'un arrêté prescrivant la modification simplifiée n°1 à la mairie de Tarbes et au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, sur les lieux d'affichage habituels.
- publication de l'information dans un journal d'annonces légales au moins huit jours avant le début de la mise à disposition au public.

Considérant que dans le cadre de cette mise à disposition aucune observation n'a été formulée, le projet de modification n°1 du P.L.U. de Tarbes peut être approuvé en l'état.

Les documents visés à l'article 2 sont disponibles sur le site <http://www.elus.agglo-tlp.fr> ou sur simple demande auprès du secrétariat général au 30 avenue St Exupéry 65000 TARBES

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : de tirer le bilan de la concertation qui a été menée selon les termes ci-dessus exposés

Article 2 : d'approuver la modification simplifiée n°1 de la commune de Tarbes portant sur la suppression de l'emplacement réservé n°11.

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

Article 4 : La présente délibération accompagnée du dossier de la modification simplifiée sera transmise à monsieur le Préfet des Hautes-Pyrénées.

Article 5: conformément aux dispositions de l'article R153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de la communauté d'agglomération et à la mairie de Tarbes, d'une publication au recueil des actes administratifs, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.

Nature de l'acte : 2.1
N° 2019 – SAEU - 7

**Arrêté prescrivant la modification simplifiée n°1 du Plan Local
d'Urbanisme de la commune de TARBES**

Le Président de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L 153-36, L 153-45 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes approuvé le 17 février 2014,

Vu la délibération du bureau communautaire en date 20 mars 2019,

Vu les pièces du dossier soumis à la disposition du public,

Arrête

Article 1^{er} : Il sera procédé à une mise à disposition du public sur le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Tarbes.
Cette modification porte sur la suppression de l'emplacement réservé (ER) n° 11 prévu pour le prolongement de la rue Pierre Loti.

Article 2 : Le dossier du projet de modification simplifiée et l'exposé de ses motifs et un registre seront mis à disposition **du 06 mai 2019 au 07 juin 2019 inclus**, à l'exception des samedis, dimanches, des jours fériés et du vendredi 31 mai, auprès de :

- la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, service Aménagement Urbanisme, Zone tertiaire Pyrène Aéro Pôle – Téléport 1 à Juillan, du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00,
- la mairie de Tarbes, **BATIMENT PYRENE**, service urbanisme, 29 bis rue Georges Clemenceau, les lundis de 8h45 à 12h15 et de 13h45 à 17h15, les mardis, mercredis et jeudis de 8h15 à 12h15 et de 13h45 à 17h15, les vendredis de 8h15 à 12h15 et de 13h45 à 16h15.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions, sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance à Monsieur le Maire de Tarbes, sous enveloppe cachetée portant la mention « Modification simplifiée N°1 du PLU de Tarbes » à l'adresse suivante : mairie de Tarbes – BP 31329 – 65013 TARBES cedex 9.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier auprès de l'agent du Service Aménagement de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées dès la publication du présent arrêté.

Les observations, propositions et contre-propositions pourront également être déposées par courrier électronique envoyé à gilles.alard@agglo-tlp.fr (dans ce cas, noter en objet du courriel « Observations modification n°1 PLU TARBES »).

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de la mise à disposition.

Article 3 : À l'expiration du délai de la mise à disposition du public prévu à l'article 2 le registre sera clos et signé par Monsieur le Président.

Article 4 : Un avis au public précisant l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler des observations sera publié, en caractères apparents, huit jours au moins avant le début de la mise à disposition, dans un journal local diffusé dans le département.

Article 5 : Le bureau communautaire se prononcera par délibération sur l'approbation de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme. Il pourra, au vu des avis émis lors de la mise à disposition de décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au PLU en vue de cette approbation.

Article 6 : Une ampliation du présent arrêté sera transmise à Monsieur le Préfet du département des Hautes-Pyrénées.

Juillan, le 11 avril 2019

Le Président,



Gérard TREMEGE

Bureau Communautaire du mercredi 20 mars 2019

Délibération n° 3

Modification simplifiée n°1 du PLU de Tarbes

Date de la convocation : 13/03/2019

Nombre de conseillers en exercice : 54

Présents :

M. Gérard TREMEGE, M. Patrick VIGNES, Mme Josette BOURDEU, M. Yannick BOUBEE, M. Fabrice SAYOUS, M. Jean-Claude BEAUQUESTE, Mme Fabienne LAYRE CASSOU, M. André BARRET, M. Gérard CLAVE, M. Denis FEGNE, M. Marc BEGORRE, Mme Valérie LANNE, M. Jacques LAHOILLE, M. Jean-Claude PIRON, M. Jean-Christian PEDEBOY, Mme Christiane ARAGNOU, Mme Anne-Marie ARGOUNES, M. Francis BORDENAVE, M. Jean-Marc BOYA, M. Jean BURON, M. Roger-Vincent CALATAYUD, M. Jean-Louis CAZAUBON, M. Jean-Louis CRAMPE, M. Gilles CRASPAY, Mme Ginette CURBET, Mme Andrée DOUBRERE, M. Emmanuel DUBIE, M. Serge DUCLOS, M. Jacques GARROT, Mme Geneviève ISSON, M. Christian LABORDE, Mme Yvette LACAZE, M. David LARRAZABAL, M. Jean-Claude LASSARRETTE, M. Roger LESCOUTE, M. Alain LUQUET, M. Ange MUR, Mme Evelyne RICART, M. François RODRIGUEZ, M. Philippe SUBERCAZES, M. Francis TOUYA, M. Bruno VINUALES, M. Christian ZYTYNSKI

Excusés :

M. André LABORDE, M. Michel DUBARRY, Mme Evelyne LABORDE, M. Alain TALBOT
M. Marc GARROCQ donne pouvoir à M. Denis FEGNE, M. Jean-Michel LEHMANN donne pouvoir à M. Jean-Claude LASSARRETTE, Mme Myriam MENDES donne pouvoir à Mme Anne-Marie ARGOUNES, Mme Michèle PHAM-BARANNE donne pouvoir à M. Yannick BOUBEE, M. Jean-Michel SEGNERE donne pouvoir à M. Patrick VIGNES

Absents :

M. Michel AUSINA, M. Guy VERGES

Rapporteur : M. VIGNES

Objet : Modification simplifiée n°1 du PLU de Tarbes

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L.5111-4,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu l'arrêté préfectoral modifié du 3 août 2016 portant création d'une nouvelle Communauté d'Agglomération issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération du Grand Tarbes, des Communautés de Communes du Pays de Lourdes, du Canton d'Ossun, de Bigorre-Adour-Echez, du Montaigu, de Batsurguère, de Gespe-Adour-Alaric et du Syndicat de ramassage scolaire des rives de l'Alaric.

Vu la délibération n°6 du Conseil Communautaire du 28 novembre 2018 donnant délégation au Bureau pour les dossiers de procédure de modification de droit commun, modification simplifiée et révision "allégée" des documents d'urbanisme des communes membres, et des Plans Locaux d'Urbanisme intercommunaux actuellement en cours d'élaboration,
Vu la délibération du conseil municipal de Tarbes en date du 17 février 2014 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune,

EXPOSE DES MOTIFS :

Par courrier en date du 17 décembre 2018, le maire de Tarbes a demandé à la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées d'engager une procédure de modification simplifiée afin de supprimer l'emplacement réservé N° 11 inscrit au PLU pour l'élargissement et le prolongement de la rue Pierre Loti. Ce projet d'élargissement étant abandonné, il n'y a pas lieu de maintenir cette servitude qui grève plusieurs parcelles.

Considérant que ce projet ne porte pas atteinte à l'économie générale du plan, ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole, une zone naturelle et forestière, une protection édictée en raison des risques de nuisances, des paysages ou des milieux naturels, cette modification peut être engagée dans le cadre de la procédure dite "simplifiée", encadrée par les articles L153-35 à L153-48 du code de l'urbanisme.

Dans le cadre du projet de la commune de Tarbes, le dossier de modification sera mis à disposition du public pour une durée d'1 mois, à l'exception des samedis, dimanches et des jours fériés, avec un registre pour permettre au public de formuler ces observations, aux lieux et heures habituels d'ouverture au public:

- à la mairie de Tarbes,
- au siège de la communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées.

Un avis sera publié huit jours au moins avant le début de la mise à disposition du public dans un journal diffusé dans le département, et affiché en mairie et au siège de la communauté d'agglomération pendant toute la durée de la consultation.

Cet avis précisera l'objet de la modification simplifiée, le lieu et les heures où le public pourra consulter le dossier et formuler ses observations.

Le dossier mis à disposition du public comprend:

- une notice de présentation du projet de modification exposant les motifs,
- les avis des personnes publiques associées reçus dans le cadre des notifications,
- la délibération du bureau communautaire prescrivant la procédure,
- l'arrêté du Président.

L'exposé du Rapporteur entendu,
Le Bureau Communautaire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 : d'engager la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Tarbes pour les raisons exposées dans la présente délibération.

Article 2 : de préciser que la présente délibération fera l'objet des formalités suivantes:

- affichage au siège de la communauté d'agglomération et à la mairie de Tarbes, pendant 1 mois;
- transmission au représentant de l'Etat;
- publication au registre des délibérations;
- insertion au recueil des actes administratifs.

Accusé de réception en préfecture
065-200069300-20190320-BC200319_03-DE
Date de télétransmission : 22/03/2019
Date de réception préfecture : 22/03/2019

Article 3 : d'autoriser le Président ou en cas d'empêchement, le 1^{er} Vice-Président, à prendre toute disposition pour l'exécution de cette délibération.

à l'unanimité.

Le Président,



Gérard TRÉMÈGE.



Préfecture

VILLE DE TARBES

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Conseil Municipal de Tarbes
réuni en séance publique le 17 février 2014 à 18 heures
sous la présidence de M. Gérard TREMEGE, Maire

Etaient présents :

M. Gérard TREMEGE, Maire.

Mme Andrée DOUBRERE - M. Francis TOUYA - Mme Anne-Marie ARGOUNES - M. Gilles CRASPAY - M. Roger-Vincent CALATAYUD - M. Eugène POURCHIER - M. Michel FORGET - M. Jean-Claude PIRON - Mme Marie-Antoinette CASSAGNE-RODRIGUEZ - M. Jean-François CALVO - M. Albert MALFAIT - Mme Nathalie SUZAC - Mme Anne CANDEBAT-REQUET - Mme Marie-Françoise CRANCEE, Adjoints au Maire.

M. David LARRAZABAL - M. François GALLEGRO, Conseillers Municipaux Délégués.

Mme CRESSEVER - Mme CHENUAUD - Mme LEGOUAS - M. PEYRE - M. LAUGINIE - M. RABOUAN - Mme EDOUARD - Mme GASSAN - Mme HUIN - M. JUNCA - M. TEIXEIRA - M. VIVEZ - Mme JULIAN - M. LOURDOU - Mme VIEU - M. GAITS - Mme EYDELI-BUFFAT - Mme DONADILLE - M. MONTAMAT, Conseillers Municipaux.

Etaient absents :

- Mme RACHIDY
- Melle TAMAME
- M. CHARDENOUX

Avaient donné pouvoir :

- Mme CASTELLOT à Mme ARGOUNES
- M. BENSÂÏD à M. TREMEGE
- M. SAINT-MEZARD à M. MONTAMAT

M. TEIXEIRA est désigné en qualité de secrétaire de séance.



APPROBATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE

La révision du Plan d'Occupation des Sols et sa transformation en Plan Local d'Urbanisme ont été prescrites le 21 septembre 2009.

Les étapes de la procédure d'élaboration sont réglementées au code de l'urbanisme. A cet effet la ville a concerté la population et a élaboré le projet. Trois réunions publiques se sont déroulées à l'hôtel de Ville.

Le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable a eu lieu lors du Conseil Municipal le 19 mars 2013.

Le Conseil Municipal a tiré le bilan de la concertation conformément à la procédure et a arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme le 2 juillet 2013.

Les personnes publiques associées à son élaboration ainsi que les maires des communes limitrophes ont été consultées conformément à l'article L 123-9 du code de l'urbanisme.

Les observations émises ont fait l'objet « d'un mémoire réponse » joint au dossier d'enquête publique et repris dans la note explicative de synthèse qui indique les principales modifications qui ont été apportées avant l'approbation du Plan Local d'Urbanisme.

Monsieur le Maire a ordonné l'ouverture d'une enquête publique par arrêté le 24 septembre 2013 qui a fait l'objet de publication dans deux journaux locaux, 15 jours au moins avant le début de l'enquête et dans les huit premiers jours de l'enquête.

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 21 octobre 2013 au vendredi 22 novembre 2013 inclus, aux jours et heures habituelles d'ouverture au public.

Le Commissaire Enquêteur a reçu le public au service urbanisme opérationnel lors des 5 permanences prescrites dans l'arrêté. Il a recueilli les observations du public et a fait l'inventaire de leurs observations, lettres et demandes.

Au cours de l'enquête 12 personnes ont formulé ses observations, lettres ou remarques et 6 personnes ont transmis un courrier.

Il a déposé le 21 janvier 2014 son rapport et ses conclusions datés du 19 janvier 2014.

Il a émis un avis favorable avec des réserves et des recommandations.

Il convient maintenant d'approuver ce document d'urbanisme pour sa mise en vigueur.

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU les articles L 123-1 et R 123-1 et suivants du code de l'urbanisme et notamment l'article L 123-10,

VU la délibération en date du 21 septembre 2009 qui a prescrit l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme et qui a lancé la concertation,

VU le compte rendu du débat du conseil municipal du 19 mars 2013 sur le projet d'aménagement et de développement durables,
VU la délibération en date du 2 juillet 2013 qui a dressé le bilan de la concertation et qui a arrêté le projet de Plan Local d'Urbanisme,
VU l'arrêté en date du 24 septembre 2013 qui a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative au projet du Plan Local d'Urbanisme,
VU l'ensemble des avis des personnes publiques associées et consultées au cours de la procédure d'élaboration de Plan Local d'Urbanisme,
VU le registre mis à disposition pour l'enquête publique, qui contient les remarques et les observations du public,
VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur datés du 19 janvier 2014 rendus le 21 janvier 2014,
VU la note explicative de synthèse dont ont été destinataires les membres du Conseil Municipal avec leur convocation dans laquelle ont été joints le bordereau des pièces ainsi que le CD-ROM du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme,
VU le projet de Plan Local d'Urbanisme modifié afin de tenir compte des observations émises par le commissaire enquêteur, par les personnes publiques associées et recueillies lors de l'enquête publique ,

CONSIDERANT les observations du public et les résultats de l'enquête publique qui nécessitent des modifications mineures du projet de P.L.U pour lesquelles les réponses ont été apportées dans le tableau annexé à la note explicative de synthèse,

CONSIDERANT les remarques issues des personnes publiques associées et consultées pour lesquelles les réponses ont été apportées dans le tableau annexé à la note explicative de synthèse,

CONSIDERANT les réserves suivantes émises par le commissaire enquêteur :

- apporter les corrections proposées par le maître d'ouvrage et intégrées avec les réponses apportées aux personnes publiques associées et mises à disposition du public avec le dossier d'enquête : erreur matérielle zone UB (hameau de l'Echez parcelles section AB 484-485), suppression de l'article 8 dans toutes les zones du règlement, suppression de la dernière phrase de l'article 11.2 de la zone UI ;
- corriger l'erreur matérielle sur la surface de l'Opération d'Aménagement Programmée (OAP) de la rue des Graves, partie texte : 1,9 ha au lieu de 3,3 ha ;
- corriger les références réglementaires et celles concernant le risque sismique et le PPRT (avis autorité environnementale) ;
- actualiser les données concernant la qualité de l'air disponibles sur le site de l'ORAMIP ;
- intégrer les données des inventaires ZNIEFF (Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique) de seconde génération qui concernent, pour une faible partie, la commune de Tarbes ;
- adapter la description du site Natura 2000 à la part du territoire communal concernée.

CONSIDERANT les recommandations du commissaire enquêteur et notamment celle qui concerne le déclassement partiel en zone 2 AU d'une surface limitée d'environ 2000 m² qui fait partie d'une zone agricole comprise entre deux parcelles bâties en zone UB .

CONSIDERANT que les réserves ci-dessus sont prises en compte dans la note explicative de synthèse qui fait à la fois l'analyse et qui apporte des réponses à toutes les observations, remarques, recommandations ou réserves émises lors de la consultation obligatoire des personnes publiques associées et lors de l'enquête publique.

CONSIDERANT que le projet de Plan Local d'Urbanisme présenté est prêt à être approuvé,

APRES EN AVOIR DELIBERE DECIDE :

- d'approuver la note de synthèse telle qu'elle est annexée à la présente délibération,
- d'adopter les modifications mineures précitées,
- d'approuver le Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération ;

CONFORMEMENT aux dispositions des articles R 123-24 et R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera affichée à l'hôtel de ville de Tarbes, au bâtiment Pyrène service Urbanisme Opérationnel, à la mairie annexe de Laubadère durant un mois. De plus, mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans le journal La Nouvelle République des Pyrénées diffusé dans le département.

Cette délibération fera également l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la commune

CONFORMEMENT aux dispositions des articles R 123-25 du code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public au bâtiment Pyrène service Urbanisme Opérationnel, aux jours et heures habituels d'ouverture au public, ainsi qu'à la Préfecture des Hautes-Pyrénées et sur le site internet de la Ville de Tarbes.

CONFORMEMENT aux dispositions des articles R 123-25 du code de l'urbanisme, la présente délibération est exécutoire de plein droit à compter de l'exécution de l'ensemble des formalités de publicité précitées.

La présente délibération accompagnée du dossier de Plan Local d'Urbanisme approuvé sera transmise au Préfet des Hautes Pyrénées.

Nombre de conseillers en exercice :	42
Présents ou représentés à la séance :	39
Nombre de votants :	39

Pour :	32
Contre :	7
Abstentions :	0



Ces propositions sont adoptées.

POUR EXTRAIT CONFORME
LE MAIRE

